



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Mobilité ? 3 enseignants sur 4 n'obtiennent pas la mutation souhaitée : le ministère doit revoir sa copie.

Les 16 956 enseignants des écoles qui ont participé aux demandes de mutations inter départementales viennent d'être fixés sur leur sort. Force est de constater que cette année, les résultats de cette opération administrative, qui engage leur avenir professionnel et personnel, auront un goût amer pour la très grande majorité d'entre eux. Avec 25 % de satisfaction seulement, le verdict 2012 affiche un taux historiquement faible. La chute se poursuit. L'an dernier déjà, seulement 29,20 % des candidats avaient pu changer de département contre 37,08 % en 2010 et 45,76 % en 2004.

L'immobilité devient une règle à l'Education nationale. Contrairement aux engagements pris par les différents ministres depuis 2006, la mobilité n'est absolument pas favorisée et la grande majorité des demandes reste insatisfaite.

Ce constat d'échec s'explique à la fois par les milliers de suppressions de postes que connaît l'enseignement du premier degré, mais aussi par une politique de ressources humaines tournant le dos aux demandes des enseignants et se contentant d'acter les politiques menées par chaque recteur d'académie. Ainsi, 37 enseignants en situation de handicap n'ont pas eu satisfaction alors que leur demande doit être favorisée prioritairement. Autre exemple, les mutations au titre du rapprochement de conjoints, présentées elles aussi comme prioritaires, sont pour la première fois en dessous de 50% de satisfaction : 45,96% alors qu'ils étaient 53,20 % en 2011, 65,30 % en 2010...

Bon nombre d'enseignants, essentiellement des femmes (88,7% des rapprochements de conjoints non satisfaits), ne pourront concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle et seront contraints, parfois, à se mettre en disponibilité entraînant perte de salaire et ralentissement de leur carrière.

Les situations budgétaires des départements conduisent les inspecteurs d'Académie à restreindre les possibilités de mutations. Le SNUipp-FSU renouvelle son exigence d'un réel bilan de politique du ministère de l'éducation nationale en matière de mobilité et un retour à une gestion plus humaine du mouvement interdépartemental. Les règles doivent évoluer et les mutations être à nouveau encadrées par le ministère.

